

Lettre des « Assises Nationales du Congo » à Monsieur Emmanuel Macron Candidat au 2ème tour de l'élection présidentielle française

Monsieur Emmanuel Macron,
Bonjour,

Nous, Citoyens franco-congolais, Congolaises et Congolais rassemblés au sein des Assises Nationales du Congo, venons à vous, candidat porté au second tour de l'élection présidentielle par le peuple français, et susceptible, de présider aux destinées de la République Française.

Conscients du caractère décisif de ce rendez-vous historique, nous restons attentifs aux orientations politiques et stratégiques que vous formulez concernant les relations extérieures de la France avec l'Afrique. Et, parce que nous sommes dubitatifs au sujet des rémanences et de l'inéluctabilité des ruptures qu'impliquent vos engagements, nous venons vous faire part des attentes du peuple de la République du Congo qui vit et survit sous une tyrannie dont le chef de file est le principal pilier de la *Françafrique*, avec 33 ans d'exercice du pouvoir au sommet de l'Etat.

En considération de votre discours qui appelle à l'aggiornamento de la politique africaine de la France, l'histoire vous appelle à prendre des engagements sur le Congo compte tenu de ce que relève le premier rapport d'évaluation stratégique pour la sous-région Afrique Centrale du PNUD de mars 2017 ; « *En République du Congo, une dynamique de changement hautement organisée s'est formée sous le cri de ralliement #SassouFit (...) Néanmoins, elle s'est finalement sentie trahie par des partenaires internationaux clés, notamment la France qui fournit un appui continu et sans équivoque à Sassou Nguesso...* ».

Monsieur Emmanuel Macron,

Vous dites : « *Je veux écrire une nouvelle page dans notre relation avec l'Afrique... Je tiens à agir dans la transparence, loin des réseaux de connivence franco-africains.* » (Marwane Ben Yahmed, *Jeune Afrique*, 24/04/17). Vos prédécesseurs ont solennellement dit autant, pour un agir à l'opposé des promesses. Et, pour cause ! Cette « *nouvelle page* » ne s'écrira pas sans transformation des principes structurels appelés « *accords de coopération* », qui lient depuis son accession à la Souveraineté Internationale le Congo et la France. Lesquels produisent les rémanences synthétisées sous le vocable emblématique de la *Françafrique*. L'illustration en est donnée par le soutien à Sassou Nguesso des autorités françaises depuis le coup d'Etat du 24 octobre 1997. Et ce, au mépris des dispositifs constitutionnels issus de la Conférence Nationale Souveraine de 1992 et des règles de l'Organisation Internationale de la Francophonie, pourtant inspirés par le mémorable discours de La Baule, du Président François Mitterrand le 20 juin 1990, en matière de démocratie et de bonne gouvernance.

Monsieur Emmanuel Macron,

Les défis de la politique française à l'égard du continent africain, que vous portez, ne pourraient ouvrir une perspective de réconciliation avec les peuples d'Afrique, que s'ils répondent à certaines exigences éthiques. Les priorités que vous retiendriez dans votre agenda de Président ne cesseront de nous préoccuper au-delà du 07 mai 2017. C'est pourquoi, nous croyons fermement que votre action inscrira positivement votre nom dans l'histoire contemporaine de l'Afrique, et rehaussera le rôle et la place de la France dans le monde

actuel. Pour ce faire, nous vous proposons les trois axes majeurs suivants, cadre principal de nos doléances pour votre présidence.

1- Sur les libertés, la sécurité et les droits humains :

La publication intitulée *L'Année Stratégique 2017* de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), montre que le Congo a le niveau le plus élevé de « *Budget de la Défense par Habitant* » dans toute la Zone Franc. Avec 147,21 \$ par habitant contre 106,21 \$ par habitant en Chine, le Congo est un cas d'autant plus étonnant que même la Corée du Nord ne compte que 92,06 \$ par habitant à ce titre.

Dans la mesure où l'accumulation injustifiée d'un tel armement n'a pour principal objectif que la privation des libertés et des droits humains des populations, nous souhaitons vivement que vous agissiez pour :

1-1 Obtenir un embargo dans le cadre de l'ONU concernant la vente d'armes à l'État congolais jusqu'à nouvel ordre, et suspendre la coopération militaire avec le Congo ;

1-2 Obtenir la fin de la campagne militaire d'épuration ethnique planifiée, menée depuis le hold-up électoral de mars 2016 dans le département du Pool, et obtenir des Organisations humanitaires internationales (*Médecins Sans Frontières, Croix Rouge, PAM, Amnesty International, Unicef, ...*) qu'elles puissent se déployer sans entraves au Congo, en envoyant leurs représentants sur le terrain ;

1-3 Obtenir qu'une Enquête Internationale soit diligentée pour crime contre l'humanité, dans le département du Pool, dans le cadre de l'article 7 du Statut de Rome ;

1-4 Obtenir la libération sans condition, des prisonniers politiques au Congo. Il s'agit, des leaders politiques et d'opinions, des journalistes et autres acteurs de la société civile, arrêtés, emprisonnés et torturés depuis le hold-up électoral de mars 2016, qui ne reconnaissent pas Monsieur Sassou Nguesso comme Président de la République, et qui ne reconnaissent pas non plus la légalité du référendum anti constitutionnel d'octobre 2015.

1-5 Assurer la protection de tous les activistes et promoteurs de la liberté au Congo (Franco-Congolais, Congolais, réfugiés politiques, Étudiants et autres...), résidant en France.

2- Sur la responsabilité politique et l'Etat de Droit

Pour que vous preniez vos responsabilités politiques devant l'histoire, nous sommes convaincus, comme vous-mêmes d'ailleurs, qu'il est nécessaire de mettre fin « *aux réseaux de connivence franco-africains* », qui constituent la Françafrique. Pour ce faire, il s'agit :

2.1 De dévisser l'écrou des mécanismes qui assujettissent l'Afrique depuis les années 1960 dans le cadre des « *accords de coopération* » ;

2-2 De ne point mettre des entraves « *politiques* » à la poursuite des procédures en cours, au niveau des tribunaux français, sur les affaires dites des « *Disparus du Beach* » et des « *Biens Mal Acquis* » ;

2-3 D'imposer un principe de conditionnalité, pour que l'aide financière publique, de la France et des institutions internationales au profit de la République du Congo (en particulier le FMI, Banque Mondiale) soit liée aux actes posés dans le sens de la restauration des libertés et de la démocratie dans le cadre d'un État de droit.

3- Pour une initiative concernant l'implication de l'ONU dans le règlement de la crise congolaise

Pour dégager la responsabilité de votre futur gouvernement dans les crimes de masse en cours dans le département du Pool notamment, la France, en sa qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, devrait initier une résolution condamnant le régime de Monsieur Sassou Nguesso, au même titre que les résolutions concernant le Burundi et la République Démocratique du Congo par exemple. Cette résolution devrait par ailleurs préconiser, d'une part l'envoi d'une force militaire de maintien de la paix, en vue d'assurer la sécurité des populations, et d'autre part le lancement d'un processus politique de restauration de la démocratie.

Monsieur Emmanuel Macron,

Nous, Citoyens franco-congolais, Congolaises et Congolais, avons la conviction que le règlement de la crise congolaise sera la véritable preuve de la rupture avec la *Françafrique*, cette rupture que vous prônez à juste titre dans votre programme. Le nouveau contexte qui s'ouvrira ainsi, permettra un processus de coopération gagnant-gagnant à travers la bonne gouvernance, loin des scandales actuels, et garantissant les intérêts économiques de la France au Congo.

A une période où la Chine devient le premier partenaire commercial et financier du Congo et d'autres pays africains, il vous appartient de panser les blessures qui rongent la mémoire collective des populations africaines francophones, au moment où les Etats anglophones d'Afrique avancent remarquablement dans la voie de l'implantation de la démocratie durable. Vous pouvez, en faisant du cas de la République du Congo une priorité, apporter les innovations politiques qu'attendent les Africains, jeunes et vieux, dans la voie enrichissante de la liberté, de la démocratie, et du respect des droits humains au service des intérêts bien compris de tous et de chacun.

Monsieur Emmanuel Macron,

Le Général De Gaulle, qui a été abondamment invoqué durant la campagne électorale, avait fait de Brazzaville la capitale de la France Libre en 1940, et avec la Conférence de Brazzaville de 1944, il avait pris en compte l'idéal de liberté des peuples colonisés.

Cette année 2017, face à la tyrannie et à la mauvaise gouvernance dont est victime le Congo dans le cadre de la *Françafrique*, les patriotes et démocrates congolais demanderont au nouveau Président de la République Française et au peuple français, de les soutenir dans leur lutte pour la liberté. Les signataires de la présente lettre agissent dans ce sens, en étant conscients que le Congo doit retrouver, sur tout son territoire, cette liberté qu'avait incarnée Brazzaville, cette « ... ville pour toujours illustre dans le monde des peuples libres, hier haut lieu de la France combattante... » (Extrait du message du Général De Gaulle à l'occasion de la proclamation de l'indépendance nominale de la République du Congo, le 15 août 1960).

Nous sommes des Résistants. Votre temps est précieux dans cette quête présidentielle. Un vis-à-vis avec vous-même ou votre Conseiller aux affaires internationales, Monsieur Aurélien Lechevallier par exemple, nous permettrait de passer en revue diverses préoccupations politiques légitimes. Nous vous proposons donc de prendre date pour ce rendez-vous que nous désirons, le plus tôt possible, après votre installation à l'Élysée.

Tout en vous souhaitant des pleins succès au scrutin du 7 mai prochain, nous vous prions de croire, Monsieur Emmanuel Macron, en l'expression de notre très haute considération.

Fait à Paris, le 1er mai 2017

Pour les Assises Nationales du Congo

Le Délégué Général Mawawa Mâwa-Kiese

Le Délégué Secrétaire Permanent Ferdinand Justice Moukala

Le Président d'Honneur Jean-Édouard Sathoud

Assises Nationales du Congo

83, rue de Reully,

ACDE Impasse du Mousset

75012 Paris (France) Association Loi 1901, déclarée à la Préfecture de Police de Paris,

Récépissé n°W7512246551

du 20 mai 2014

Mail : assises.secretariat@gmail.com

Paris le 1er mai 2017